

EXPRESSION

La France traverse une période de grande incertitude sociale et institutionnelle au niveau européen et au niveau national. Ces évolutions sont le fruit d'un sentiment d'abandon et d'un climat de défiance et de division qui ébranle les fondements mêmes de notre République depuis plus de 20 ans.

Notre pays a désormais besoin d'une profonde « *revivification démocratique* », fondée sur le respect des différences, sur la tolérance et la sérénité des débats, sur la recherche du dépassement des antagonismes et sur la reconnaissance de la richesse issue de la diversité des expériences et des parcours. Pour faire société, chacune et chacun doit trouver sa place, à égalité. Il est nécessaire de donner pleinement à la société civile organisée les moyens de participer aux choix d'avenir qui la concernent.

Il est essentiel d'établir une concorde durable entre les citoyens, la société civile organisée, les forces économiques et sociales ainsi que les associations et les élus. Cette concorde ne peut être atteinte que par une méthode délibérative de dialogue permettant à tous ces acteurs de s'exprimer, d'échanger et de construire ensemble des solutions adaptées aux défis sociaux, économiques et environnementaux de notre époque.

Dans ce contexte, les Conseils Economiques Sociaux et Environnementaux Régionaux, instances régionales rassemblant les corps intermédiaires représentatifs de la société civile, contribuent à refonder notre pacte démocratique. Avec 50 ans de construction collective en région, ils sont les creusets d'un dialogue apaisé entre l'ensemble des forces vives dans les territoires. Ils repèrent les initiatives, alertent, proposent des solutions aux décideurs et constituent de véritables baromètres sociaux et laboratoires d'idées. Ils détectent les signaux faibles remontant des organisations et des territoires, comme au moment des gilets jaunes. Les CESER avaient alors alerté à plusieurs reprises sur les difficultés de pouvoir d'achat liées à la paupérisation d'une part importante de la population dans la diversité des territoires hexagonaux et ultramarins, et ont fait des propositions concrètes pour y remédier.

Pour reconstruire la confiance et l'engagement démocratique, dans une France décentralisée, il est impératif de partir des réalités humaines sur le terrain en s'appuyant sur les élus locaux, les corps intermédiaires du territoire et les citoyens. Les paroles doivent être incarnées par des actions concrètes et proches des préoccupations quotidiennes dans un contexte caractérisé par des fractures territoriales et sociales.

Les Présidentes et Présidents de CESER rappellent leur attachement aux principes et aux valeurs fondamentales de la République au service de l'intérêt général et du bien commun en référence à l'article 1 de la Constitution : « *la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée* ».